



First Amendment Justice For All

To ensure everyone's rights

*San Andreas
February 21, 2026*

Article 1. La loi prévaut sur tout individu et n'est pas rétroactive.

Article 1.Bis. Tout acte néfaste ou tentative envers un individu ou une Entreprise de San Andreas sera considéré comme une infraction.

Article 2. Toute infraction est passible de sanctions pénales.

Article 2.Bis. Toute infraction est soumise à un délai de prescription de 7 jours révolus.

Article 2.Ter. Toute enquête ou plainte doit être finalisée et rendue pour verdict par le service concerné dans un délai de 12 jours révolus après la date des faits, après quoi toutes les charges seront abandonnées.

Article 2.Quater. Tout verdict d'une enquête ou plainte doit être rendu par le service concerné dans un délai de 14 jours révolus après la date des faits, après quoi toutes les charges seront abandonnées.

Article 3. La complicité désigne le fait, pour une personne, de participer de manière intentionnelle à la commission d'une infraction, soit en fournissant une aide directe, soit en facilitant activement sa réalisation.

Article 3. Bis. Sont considérés comme des actes de complicité :

- Fournir les moyens matériels nécessaires à la commission de l'infraction, en connaissance de cause;
- Assister volontairement à la préparation, à l'exécution ou au suite d'une infraction;
- Donner des instructions ou incitations explicites pour commettre l'infraction;
- Cacher ou dissimuler des informations lié à l'infraction en connaissance de cause.

Article 3.Ter. Les personnes ayant agi sous la contrainte ne peuvent être considérées comme complices des faits, sauf si des preuves claires et tangibles démontrent leur participation volontaire à l'infraction. L'état de coercition ou de menace doit être pris en compte pour exclure toute responsabilité pénale.

Article 3.Quater. Un complice encourt les mêmes peines que l'auteur principal, sauf si son rôle dans l'infraction est jugé accessoire, auquel cas une peine réduite peut être appliquée.

Article 4. Les personnes morales reconnues sont les entreprises, les services publics, les institutions étatiques, le gouvernement, les associations, les syndicats, les partis politiques et les micro-entreprises.

Article 4.Bis. Les partis politiques et les associations sont autorisés à détenir un compte de micro-entreprise, destiné exclusivement à la gestion de leurs ressources financières et dépenses liées à leurs activités.

Governor Gérard Roeh



First Amendment Justice For All

To ensure everyone's rights

*San Andreas
February 21, 2026*

Article 5. Toute personne convoquée à comparaître devant une instance judiciaire pour une infraction pénale et qui omet de se présenter sans raison valable sera considérée en état de contumace.

Article 5.Bis. Seul le Prosecutor General, et l'Assistant Procureur General de Mandatory en cas d'absence du premier, est tenu de valider ou d'infirmer la contumace dans un délai de trois jours révolus suivant la date limite du rendu du verdict prévu.

Article 5.Ter. En cas de validation de la contumace, le jugement pourra être prononcé en l'absence de l'accusé sans possibilité de recours.

Governor Gérard Roeh
Gérard Roeh



Second Amendment The Civil Rights

To ensure everyone's rights

San Andreas
December 07, 2025

Article 1. Tout individu est considéré innocent aux yeux de la loi jusqu'à preuve du contraire.

Article 1.Bis Tout individu doit être informé de toute procédure judiciaire l'impliquant et le numéro de dossier associé. Lors d'une arrestation, tout individu doit être informé du motif de celle-ci.

Article 1.Ter. Les infractions inscrites au Casier Judiciaire de tout individu sont effacées automatiquement après 21 jours.

Article 1.Quater. Toutes personnes suspectées et/ou accusées dans une procédure judiciaire devra être entendue, s'il le souhaite, dans le cadre de l'affaire.

Article 2. Tout individu achetant un bien en devient le responsable légal.

Article 2.Bis. Tout individu ne peut ni léguer son patrimoine, ni le céder avant son départ de l'état.

Article 3. Tout individu a le droit de se faire représenter par un Avocat pour le représenter ou défendre ses intérêts et son intégrité.

Article 4. Le mariage et l'adoption sont des actes civils entre deux personnes. Dans le cas uniquement de l'adoption par un couple marié, ce derniers est considéré comme une seule personnes morale.

Article 4.Bis. Tous individus souhaitant se marier ou en adopter un autre peuvent faire une demande auprès du Gouvernement, chacun accompagné par un représentant agréé par Mandatory ou un avocat indépendant.

Article 4.Ter. Lors d'un mariage ou d'une adoption, les parties intéressées peuvent procéder à un changement effectif de leurs noms de famille auprès du gouvernement.

Article 4.Quater. Toute demande de rupture d'acte civile peut être demandée au gouvernement par l'une des parties concernées. En cas d'absence d'un des deux parties, le gouvernement devra l'en informer par écrit.

Article 5. Tout individu peut organiser un événement dans l'espace public ou dans un espace privatisé sous autorisation du Gouvernement.

Article 6. Pour tout événement organisé permettant d'obtenir des gains, le montant total des gains ne peut dépasser les \$50.000.

Article 7. Un Patron ou Organisateur d'évènement publique peut solliciter le Chief ou le Sheriff pour se procurer un lot de radio mobile (3 maximum), uniquement pour un usage contrôlé le temps d'une période donnée (évènement, Teambuilding).

Governor Gérard Roeh



Second Amendment The Civil Rights

To ensure everyone's rights

*San Andreas
December 07, 2025*

Article 8. Tout individu a pour devoir de participer comme juré lors d'une séance au tribunal s'il a été convié, sauf en cas d'obligation contraignante.

Article 9. Toute proposition de loi émanant d'une association, d'un syndicat reconnu ou par au moins 10 citoyens, sera examinée sous un minimum de 7 jours.

Article 10. La délimitation d'une propriété privée est présumée inclure tous les espaces clôturés ou délimités par la chaussée de la ville attenants à l'habitation ou entreprise. En cas de litige, le gouvernement est le seul à pouvoir décider de la délimitation d'une propriété privée.

Article 11. La Propriété Privée de toute Entreprise se définit par l'ensemble de ses locaux et parkings attenants. Seules les Forces de l'Ordre et le LSMC peuvent y pénétrer sans invitation mais de manière justifiée, proportionnée ou en cas d'urgence.

Article 12. Tous les établissements scolaires de San Andreas chaque vendredi à l'heure du déjeuner auront l'obligation de proposer de la pizza de tradition italienne.

Article 13. Le Duel d'Honneur est un affrontement physique à mains nues, opposant deux personnes consentantes, dans le but de régler un différend personnel ou de rétablir l'honneur perçu comme entaché. Il ne vise ni la vengeance ni le préjudice corporel, mais la résolution symbolique d'un conflit.

Article 13.Bis. Le duel se déroule exclusivement à mains nues, sans armes, objets, ni dispositifs protecteurs ou offensifs. Il doit avoir lieu dans un espace sécurisé, public ou privé, avec accord du propriétaire ou des autorités locales. Au minimum un témoin doit assurer la régularité du duel, en vérifiant les conditions de sécurité et le respect des règles. En cas de blessure grave, le ou les témoins sont tenus d'interrompre le duel et d'appeler les secours.

Article 13.Ter. Le vainqueur du duel ne peut se prévaloir d'un droit ou d'une décision juridique néanmoins le duel peut être reconnu comme preuve symbolique de bonne foi ou d'intention pacificatrice, dans un dossier civil non pénal.

Article 14. Tout individu occupant un poste étatique ou candidat une élection pour un poste étatique doit disposer d'un visa permanent.

Governor Gérard Roeh
Gérard Roeh



Third Amendment The Civil Restriction

To ensure everyone's rights

San Andreas
December 07, 2025

Article 1. Tout individu souhaitant détenir une arme à feu doit avoir un Permis de Port d'Arme (PPA) valide.

Article 1.Bis. Tout individu ayant satisfait les exigences d'un test psychologique puis d'une formation pratique pourra prétendre à l'obtention du PPA.

Article 1.Ter. Tout individu peut se voir refuser, suspendre ou retirer le PPA par les Forces de l'Ordre, le LSMC ou Mandatory s'il n'est plus jugé apte ou si les circonstances judiciaires le justifie. La raison doit être communiqué à l'individue par le décisionnaire.

Article 1.Quater. Tout individu ayant échoué à l'un des tests du PPA ou ayant subit un retrait du PPA ne pourra pas refaire de démarche d'obtention avant une durée minimale de 7 jours.

Article 1 Quinquies. Sont interdites sans autorisation gouvernementale ou fédérale :

- Toute arme de calibre supérieur au 9mm,
- Les fusils d'assaut, armes automatiques, fusils de précision et autres armes lourdes.

Ces armes restent strictement réservées aux services publics et nécessitent une autorisation gouvernementale ou fédérale

Article 1.Sexies. Dans le cadre de sa formation, un agent des forces de l'ordre est autorisé à être équipé et à faire usage d'un Remington non lethal 870, même sans PPA, à condition d'être accompagné et supervisé par un agent plus haut gradé possédant son PPA.

Article 2. Tout individu se doit de ranger toute armes blanche et/ou à feu visible lorsqu'il se rend dans les locaux d'entreprises publiques et privées.

Article 2.Bis. La direction peut accorder une dérogation à cette obligation à tout individu, par voie écrite ou dans le règlement intérieur.

Article 2.Ter. Les forces de l'ordre et agents de la Stonk peuvent pénétrer avec leur arme visible dans toute entreprises si nécessaire.

Article 3. Il est interdit de perturber les lieux d'exploitations ou de productions d'une Entreprise. Cela comprend également tout détournement de leurs fonctions premières.

Article 4. Toute possession ou activité liée à des substances hallucinogènes et/ou à ses dérivés est proscrite (Zeed, Champignons, Chair toxique, Toxine de poisson) sauf en cas d'autorisation donnée par Mandatory à une entreprise.

Article 5. Toute dissimulation de son visage sur la voie publique est motif de fouille, en dehors d'autorisations liés à un évènement ou autorisations médicales.

Article 5.Bis. Peuvent être considéré comme dissimulation dans le cadre de la loi : port du masque, ou de casque intégral en dehors de son usage pour les véhicules qui le justifie.

Governor Gérard Roeh



Third Amendment The Civil Restriction

To ensure everyone's rights

*San Andreas
December 07, 2025*

Article 6. Les agents de la STONK en service, dans le cadre de leurs fonctions, sont habilités à interdire à tout citoyen l'accès à un commerce, ou à un établissement bancaire, ou, le cas échéant, à tout lieu dans lequel ils exécutent une mission de service public conformément à leurs attributions (à l'exception des propriétés fédérales).

Article 7. Tout individu résidant au sein de l'état de San Andreas doit disposer d'un visa permanent ou temporaire en cours de validité.
En cas d'expiration d'un visa temporaire, un délai de vingt et un (21) jours est accordé pour régulariser sa situation.

Governor Gérard Roeh
Gérard Roeh



Fourth Amendment

Work Hard, Pay Hard

To ensure everyone's rights

*San Andreas
April 1, 2026*

Article 1. Toute Entreprise se doit de faire prospérer ses activités et participer à la vie commune au sein de San Andreas tout en respectant son écosystème.

Article 1.Bis. Toute personne physique ou morale ne peut profiter de son monopôle pour priver une Entreprise, Association ou individu de ses services.

Article 2. Toute entreprise doit respecter la Landscape Reform, la Corporate Tax Reform et la New Citizen Reform.

Article 3. Tout bien produit par une Entreprise ou acheté via leur fournisseur devient la propriété de cette dernière. Seuls les biens autorisés à la vente par Mandatory sont transférables.

Article 3.Bis. Tout bien non issu d'une activité réglementée, d'une Entreprise ou d'un Commerce est illégal.

Article 4. A l'exception des tâches administratives de direction, toute activité liée à une entreprise privée, service public, hors institutions étatiques, doit être effectuée par un de ses employés en service et en tenue associée.

Article 4.Bis. Toute activité ou déplacement liée à une Entreprise doit être effectuée via les véhicules de ladite Entreprise.

Article 4.Ter. Lors d'évènements ponctuels déclarés, les activités d'une Entreprise peuvent être menées en tenue et véhicules non associés à l'Entreprise.

Article 4.Quater. Se faire passer pour un employé d'une entreprise sans en faire partie est une fraude.

Article 4. Quinquies. Un patron d'entreprise privée peut autoriser ses employés à travailler dans une tenue décontractée style "pyjama" le dernier dimanche du mois. Les EPI restent obligatoire.

Article 5. Hors SASP et Gouvernement, tout employé d'une entreprise publique doit effectuer un stage de maximum 3 jours dans une autre entreprise publique dans un délai de 3 mois après son embauche.

Article 5.Bis. Hors SASP et Gouvernement, tout employé d'une entreprise publique peut, sur demande, effectuer un ou plusieurs stages supplémentaires au sein d'une autre entreprise publique. La durée de chaque stage supplémentaire pourra excéder 3 jours sous réserve d'un accord entre l'employé et les responsables des entreprises publiques concernées

Governor Gérard Roeh



Fourth Amendment

Work Hard, Pay Hard

To ensure everyone's rights

San Andreas
April 1, 2026

Article 6. Tout Employé d'une Entreprise privée peut demander à effectuer un stage dans une autre Entreprise privée, sous accord des patrons de chaque Entreprise et déclaration auprès de Mandatory.

Article 6.Bis. La durée d'un stage d'Entreprise privée ne peut excéder 14 jours.

Article 6.Ter. Durant le stage, seule la rémunération minimale (définie par la Landscape Reform) est perçue par l'Employé.

Article 6.Quater. L'Entreprise d'origine de l'Employé a l'obligation de reprendre l'Employé à la fin de son stage à son niveau de poste initial.

Article 7. Tout travailleur d'une entreprise privé sans catégories 2 ou plus dans son casier judiciaire peut faire un stage dans un service public. La demande de stage est soumise à l'accord du chef de service.

Article 7.Bis. Le stagiaire doit obligatoirement signer un accord de confidentialité adapté aux fonctions exercées dans le cadre du stage. Cet accord est encadré par les services de Mandatory. Le stagiaire ne peut être assermenté dans le cadre de ce stage.

Article 8. Un prestataire externe désigne toute personne physique ou morale engagée par une entité pour réaliser une prestation non incluse dans les activités régulières de l'entité commanditaire.

Article 8.Bis. Toute personne morale peut engager un prestataire externe. La nature de la prestation et sa rémunération doivent être convenues entre le commanditaire et le prestataire.

Article 9. Le règlement interne d'une Entreprise Privée ou d'un Service Public est un contrat signé à l'embauche par l'Entreprise et l'Employé.

Article 9.Bis. Le règlement interne d'une entreprise privée, d'un service public ou d'une institution étatique doit être validé par Mandatory pour être juridiquement reconnu, ainsi que toute révision.

Article 9.Ter. Lorsqu'un patron d'entreprise ou chef de service public transmet un règlement intérieur à Mandatory pour validation, il se doit de le transmettre également à ses représentants du personnel.

Article 10. Tout Employé d'une Entreprise est soumis au secret professionnel.

Article 10.Bis. Le secret professionnel se doit d'être déterminé par le règlement interne validé par Mandatory de toute Entreprise Privée et de tout Service Public.

Article 10.Ter. Le secret professionnel dans les Services Publics se doit d'être respecté à vie

Governor Gérard Roeh



Fourth Amendment **Work Hard, Pay Hard**

To ensure everyone's rights

*San Andreas
April 1, 2026*

Article 11. Toute Entreprise détermine quelles informations sont confidentielles.

Article 12. Tout établissement qui possède une licence de type "bar" à le droit de vendre de la bière provenant d'un circuit légal de production ou d'importation.

Article 13. Tout employé ayant passé plus de trois mois dans une entreprise peut se voir décerner une médaille du travail sur décision unanime de sa direction.

Article 13.Bis. Un employé ne peut se voir décerner plus d'une médaille du travail par entreprise pour laquelle il aura travaillé.

Article 14. Tout agent des services publics se doit d'avoir un permis de secouriste valide. Un délai de carence de 2 mois après l'embauche est autorisé.

Governor Gérard Roeh

A handwritten signature in black ink, reading "Gerard Roeh".



Fifth Amendment

Employers' Rights and Obligations

To ensure everyone's rights

San Andreas
April 1, 2026

Article 1. Le Patron d'une Entreprise est le seul responsable des manquements liés aux activités de l'Entreprise.

Article 2. Toute sanction interne envers un Employé doit être justifiée par un acte portant préjudice envers l'Entreprise ou un manquement lié aux obligations définies par l'entreprise, datant de moins de 21 jours. La justification doit être communiquée à l'employé.

Article 2.Bis. Tout licenciement d'un Employé doit se justifier par des preuves d'un comportement néfaste de ce dernier envers l'Entreprise. Si une enquête démontre l'innocence de l'Employé, le licenciement sera considéré comme abusif.

Article 2.Ter. Dans le cadre d'un licenciement jugé comme abusif au terme d'une enquête, l'employé licencié abusivement devra choisir entre être réintégré dans son service d'origine s'il le souhaite ou recevoir une compensation financière équivalente au bonus contractuel maximum.

Article 2.Quater. Est considéré comme licenciement abusif un licenciement ayant pour motif (liste non exhaustive) :

- Visites médicales pas à jour dans les délais de carences
- Opinions politiques, convictions personnelles, classe sociale
- Etre membre d un syndicat ou activisme syndical
- Participation à une grève ou à une manifestation
- Absence de moins de 7 jours révolus sans justification
- Toute activité réalisé hors service ne nuisant pas à l image de l entreprise
- Un acte ne portant pas atteinte à l entreprise et n étant pas répété volontairement.

Article 3. L'Entreprise a le droit de mettre à pied un Employé si celui-ci fait l'objet d'une plainte qui impacte directement les intérêts ou l'image de l'Entreprise.

Article 3.Bis. La mise à pied ne présume pas de la culpabilité de l'Employé et est une mesure provisoire dans l'attente du verdict de la plainte.

Article 4. Toute Entreprise privée ne peut refuser la réinsertion de tout individu dont les infractions présentes dans le Casier Judiciaire n'ont aucun lien avec les activités de l'Entreprise.

Article 4.Bis Tout Citoyen désirant intégrer une Entreprise Publique ne doit pas avoir d'infraction de Catégorie 3 ou 4 dans son casier judiciaire. Les Catégories 2 sont à l'appréciation du Chef de Service.

Article 5. Tout employeur doit s'assurer que ses employés possèdent une Visite Médicale à jour, et garantir son renouvellement. Un délai de carence de 72 heures à l'embauche et de 120h à l'expiration est autorisé. Une Visite Médicale est valable 4 mois.

Governor Gérard Roeh



Fifth Amendment

Employers' Rights and Obligations

To ensure everyone's rights

San Andreas
April 1, 2026

Article 7. Toute Entreprise privée qui subit un mouvement de grève doit s'organiser pour assurer un service minimum à destination des Entreprises publiques.

Article 7.Bis. Tout Entreprise publique doit assurer un service minimum, sous réserve que les Employés soient disponibles.

Article 8. Il est interdit aux chefs des services publics de faire une utilisation personnelle des fonds des services publics.

Article 9. Le patron d'une entreprise privée ne peut utiliser les fonds de l'entreprise à des fins personnel que pour :

- le financement de véhicule ou de son amélioration,
- l'achat de carte grise,
- le financement d'un logement principal ou de son amélioration.
- un don à un service public sans contrepartie

Article 9.Bis Tout bien acquis grâce à un financement tiré des fonds de l'entreprise ne peut être revendu avant un délai minimal de vingt-et-un (21) jours suivant l'achat.

Article 10. Il est interdit à un dirigeant ou responsable d'entreprise de retirer volontairement de l'argent du compte de l'entreprise juste avant le prélèvement des impôts dans le but de réduire le montant dû.

Article 10.Bis Il est interdit à un dirigeant ou responsable d'entreprise de maintenir volontairement le compte bancaire de son entreprise à un niveau bas en multipliant les retraits ou achats personnels afin de limiter artificiellement les impôts à payer.

Article 10.Ter Les subventions publiques accordées à une entreprise, notamment aux organes de presse, doivent servir uniquement à l'activité de cette entreprise. Il est interdit de les utiliser à des fins personnels.

Article 10.Quater. Lorsqu'une entreprise est dirigée par plusieurs dirigeants, ils peuvent être tenus solidairement responsables en cas de fraude fiscale avérée.

Article 11. Chaque représentant du personnel bénéficie d'une heure de travail hebdomadaire rémunérée et dédiée uniquement à ses missions de représentation et de défense des employés.

Governor Gérard Roeh
Gérard Roeh



Sixth Amendment

Labor Voice & Protector Act

To ensure everyone's rights

San Andreas
April 1, 2026

Article 1. Tout entreprise dont l'effectif comprends au moins 4 employés éligibles, se doit d'organiser l'élection de maximum deux représentants du personnels élus par les employés.

Article 1.Bis. Le mandat de représentant dure 2 mois. Une élection doit être organisée dans les 5 premiers jours de chaque mois pair. Elle doit être composée d'une phase où les candidats se font connaître sur consultation de la direction et d'une phase de vote. Chacune doit durer au moins 2 jours. L'entreprise doit transmettre les résultats de l'élection à Mandatory dans un maximum de deux jours révolus suite à la clôture des votes.

Article 1.Ter. Tout employé n'appartenant pas à la direction est éligible en tant que représentant du personnel. À défaut de candidature, une élection est organisée parmi les employés éligibles ; les deux personnes ayant obtenu le plus de votes sont désignées, sauf refus de leur part. En cas de refus des deux personnes ainsi sélectionnées, l'entreprise ne disposera d'aucun représentant du personnel.

Article 1.Quater. Tout syndicat peut se déclarer candidat auprès d'une entreprise si au moins un de ses membres est employé dans l'entreprise. Il est alors éligible à toutes les élections pendant deux mois. S'il est élu, il remplace un des deux représentants en tant que personne morale.

Article 1.Quinquies. Si une entreprise ne possède aucun représentant du personnel et qu'un employé manifeste son intérêt pour le devenir, une élection devra être organisée dans un délai de 5 jours, selon les mêmes règles que l'élection du début de mandat. Le mandat des nouveaux représentants durera le temps qu'il restait à l'ancien. L'Entreprise doit informer Mandatory du résultat de l'élection.

Article 2. Mandatory se doit de recevoir l'ensemble des représentant lors d'une réunion plénière afin de leur présenter leur rôle afin de les accompagner au mieux. Cette réunion doit se faire dans les 14 jours suivant l'élection Bi mestrielle.

Article 3. Tout syndicat ou représentant peut appeler ses membres et/ou tous les employés d'une Entreprise à faire une grève de 24h maximum. Il doit prévenir Mandatory la veille de cette grève et leur faire part des raisons à cette grève.

Article 3.Bis. Toute grève peut être prolongée par tranches de 48 heures.

Article 3.Ter. Tout appel à la grève ou prolongation doit s'accompagner d'une demande de médiation entre les parties sous arbitrage de Mandatory. Chaque partie peut se faire accompagner d'un syndicat ou d'un avocat à ces médiations.

Article 3.Quater. Deux préavis de grève identiques impliquant les mêmes parties ne peuvent être déposés à moins d'une semaine d'écart, sauf prolongation.

Article 3.Quinquies. Un syndicat peut appeler à une grève inter-professionnelle. Il doit en plus indiquer à Mandatory la personne morale avec qui il souhaite négocier. Les autres articles de lois s'appliquent alors.

Governor Gérard Roeh



Sixth Amendment

Labor Voice & Protector Act

To ensure everyone's rights

*San Andreas
April 1, 2026*

Article 4. Suite à une sanction, tout employé dispose de 72h pour la contester auprès de sa direction. Il peut alors, à sa demande, rencontrer la direction dans un délai raisonnable pour défendre son cas.

Article 4.Bis. Si un licenciement est contesté, il est alors commué en mise à pied jusqu'à décision finale de la direction.

Article 5. Le poste de représentant, l'adhésion à une association, un parti politique ou un Syndicat ne peut être un motif de licenciement, de refus d'embauche ou de préjudices au sein d'une Entreprise Privée ou d'un Service Public.

Article 6. Le personnel de direction d'une entreprise privée doit posséder un diplôme de secourisme délivré par le LSMC. Cette obligation doit être exécutée sous 2 mois après la prise de poste.

Article 7. Tout employé peut se voir accompagné de son représentant des employés ou d'un syndicat lors d'un entretien avec sa direction, quel qu'en soit l'initiateur. L'indisponibilité d'un représentant ou syndicat ne peut toutefois l'empêcher.

Article 7.Bis. Les informations échangées lors de ces entretiens relèvent du secret professionnel pour toutes les parties, sauf si elles mettent en danger le droit des travailleurs ou l'état de San Andreas.

Article 8. Une entreprise privée est dans l'obligation de proposer et de financer, de manière régulière, une formation premiers secours à ses employés.

Article 9. Un Syndicat représentant les employés d'un service public qui ne comprend que des agents du service public sera alors défini comme Syndicat des services publics. Les actions et droits de ce dernier ne pourront impacter que les services publics où il a été élu représentant et dont il a des membres.

Article 10. Un Syndicat des services publics peut émettre une motion de défiance envers un chef de service. Cette motion de défiance devra être validée par tous les autres chefs de service public puis transmise au Gouverneur pour prise de décision finale.

Article 11. La liberté d'expression du Syndicat des services publics n'est pas soumise au devoir de réserve à partir du moment où il parle en son nom. Dans la mesure où cela n'engage ni la sécurité de l'état ou d'un tiers, ni le secret professionnel des dossiers et affaires en cours.

Article 12. Tout syndicat peut obtenir le règlement intérieur de toute entreprise auprès de Mandatory. Il se doit de respecter le secret professionnel s'il est explicitement demandé.

Governor Gérard Roeh



Sixth Amendment Labor Voice & Protector Act

To ensure everyone's rights

*San Andreas
April 1, 2026*

Article 12. Tout représentant du personnel peut consulté ou être défendu par un avocat de son choix lorsqu'il est impliqué dans une affaire liée à son mandat.

Article 12.Bis. Les frais d'avocat sont intégralement pris en charge par sont entreprise, sans condition ni possibilité d'ingérence dans le choix de celui-ci.

Governor Gérard Roeh
Gérard Roeh



Seventh Amendment

Law Enforcement Authority & Responsibility

To ensure everyone's rights

San Andreas
December 07, 2025

Article 1. Les Forces de l'Ordre ont toute autorité pour faire respecter la loi.

Article 2. Tout individu doit coopérer aux injonctions des Forces de l'Ordre.

Article 2.Bis. Tout Agent des Forces de l'Ordre peut fouiller un individu et/ou son véhicule suite à une infraction constatée en flagrant délit ou un indice factuel laissant penser que des biens illégaux associés sont détenus.

Article 3. Les Forces de l'Ordre peuvent convoquer tout individu dans le cadre d'une enquête ou plainte. Elles doivent l'informer du numéro de dossier et à quel titre il est convoqué.

Article 3.Bis. Toute personne convoquée devant une autorité judiciaire peut faire appel à un avocat.

Article 3.Ter Un avis de recherche pour non présentation à une convocation ne peut pas être émis avant 48 heures après l'envoi de la convocation, sauf sur preuve du refus de présentation de l'individu ou par dérogation de la plus haute autorité de Mandatory.

Article 4. Les forces de l'ordre peuvent placer un individu non condamné en état d'arrestation, même sans son consentement, pour une durée maximale de 60 minutes, sauf accord des deux parties. Cette mise en arrestation ne remplace pas une condamnation. Cette durée comprend au maximum 15 minutes d'échanges entre l'individu et son avocat.

Article 4.Bis Les droits d'une personne en état d'arrestation sont les suivants:

- Le droit au silence: tout ce que l'individu pourra dire sera retenu contre lui lors de son jugement.
- Le droit à une défense juridique, et ce même en cours d'interrogatoire si l'individu décide de ne pas invoquer ce droit dès le début de la procédure.
- Le droit à une assistance médicale.
- Le droit de s'alimenter.

Article 4.Ter L'état de mise en arrestation débute au moment de la prise en charge d'un individu par les Forces de l'Ordre. Les faits qui lui sont reprochés doivent lui être explicitement stipulés une fois que la sécurité de tous est garantie et en début de protocole. L'individu peut à tout moment demander à ce que ses droits lui soient énoncés.

Article 4.Quater. En cas d'urgence médicale nécessitant des soins immédiats, l'individu sera pris en charge par les Forces de l'Ordre uniquement après avoir été médicalement stabilisé et le temps passé en soins ne sera pas décompté de la procédure.

Article 4.Quinquies. En cas de multiples arrestations à effectuer lors d'une opération des Forces de l'Ordre, le début de la procédure pourra être reporté jusqu'à l'arrivée de l'individu dans leurs locaux. Le temps nécessaire à la sécurisation et l'extraction de l'individu vers ces locaux.

Governor Gérard Roeh



Seventh Amendment

Law Enforcement Authority & Responsibility

To ensure everyone's rights

*San Andreas
December 07, 2025*

Article 5. L'échange entre l'avocat et son client est strictement confidentiel et ne peut faire l'objet d'aucune écoute, surveillance ou interruption par des tiers.

Article 6. Toute récidive pourra être considéré comme facteur aggravant par les Forces de l'Ordre et Mandatory.

Article 6.Bis. Le délai de récidive est fixé à 24 heures pour les infractions de catégorie 1 et 2, et à 96 heures pour les infractions de catégorie 3 et 4.

Article 7. Tout Agent des Forces de l'Ordre peut faire usage de la force, de manière mesurée et adéquate, envers tout individu récalcitrant.

Article 8. Les Forces de l'Ordre délivrent le Permis de Port d'Arme et le Permis de Chasse selon les réglementations en vigueur.

Article 9. Un individu ne peut se voir saisir un dispositif médical sans autorisation d'un médecin.

Article 10. Si un recours est demandé par un membre de l'état-major d'un service de police sur un verdict SASP lors d'une enquête interne, la création d'une commission, comprenant au minimum deux membres de la SASP et un membre de l'état-major du service concerné, doit être créée.

Article 11. Lors d'un contrôle d'identité, les forces de l'ordre doivent informer l'individu des motifs du contrôle. Cette information peut être succincte, mais elle doit permettre à l'individu de comprendre pourquoi le contrôle est effectué.

Article 11.Bis. En cas de refus de présentation d'un document d'identité, l'individu pourra faire l'objet d'une verbalisation ou être placé en état d'arrestation.

Article 11. Ter. Tout contrôle d'identité réalisé sans motif légitime ou en violation des droits de l'individu sera considéré comme un abus de pouvoir.

Article 12. Seuls les Forces de l'Ordre sont habilitées à ordonner la mise en fourrière d'un véhicule, qu'il soit sur un lieu public ou privé.

Article 13. Lorsqu'un individu n'a pas payé une amende dans les 3 jours suivant son émission, les forces de l'ordre sont en droit d'émettre un avis de recherche pour non paiement d'une amende.

Governor Gérard Roeh



Seventh Amendment

Law Enforcement Authority & Responsibility

To ensure everyone's rights

*San Andreas
December 07, 2025*

Article 14. Les forces de l'ordre peuvent rémunérer des indicateurs. Un indicateur est une personne qui fournit volontairement et confidentiellement des informations aux forces de l'ordre afin de prévenir ou réprimer des infractions.

Article 14.Bis. La rémunération des indicateurs est déterminée en fonction de la pertinence et de la fiabilité des informations fournies. Elle est plafonnée selon un montant fixé par le Gouvernement de l'Etat de San Andreas.

Article 14.Ter. Le San Andreas State Police (SASP) est responsable de l'encadrement, de la réglementation et du contrôle des indicateurs au sein des forces de l'Ordre.

Article 14.Quarter. La sécurité d'un indicateur est de la responsabilité du service de police qui les emploie.

Article 14.Quinquies. Le Procureur General et Assistant Procureur General doivent avoir accès à la liste des indicateurs référencés par les Forces de l'ordre.

Article 15. Toute demande de perquisition de domicile doit être autorisée par le Gouvernement.

Article 15.Bis. La perquisition doit se faire en présence d'un membre du DOJ qui est également considéré comme témoin lors de la perquisition.

Article 15.Ter. Le prévenu doit être informé de ses droits et du motif de la perquisition au début de celle-ci. Il peut faire appel à un avocat. Le prévenu et son avocat peuvent être présents lors de la perquisition mais ne peuvent pas bloquer la procédure en cas d'absence.

Article 16. Les objets illégaux saisis peuvent être mis à la disposition des forces de l'ordre sur autorisation du Gouverneur.

Article 17. Le LSMC ne dépend en aucune manière des forces de l'ordre, ni n'est placé sous leur direction. Les médecins du LSMC sont libres d'appliquer les protocoles et décisions médicales qu'ils jugent appropriés, conformément à leur expertise et à leur serment, sans ingérence extérieure.

Governor Gérard Roeh

A handwritten signature in black ink, reading "Gerard Roeh".



Eighth Amendment

Judicial Procedure Framework

To ensure everyone's rights

San Andreas
February 21, 2026

Article 1. Toute Procédure Judiciaire doit respecter les droits fondamentaux de tout individu, mais ne peut être bloquée en cas d'indisponibilité d'un des services nécessaires.

Article 1.Bis. Dans le cas où le service d'avocat n'est pas disponible, et sur demande de l'individu, ce dernier devra se présenter avec un avocat pour un second interrogatoire dans les 48h, délai durant lequel aucun verdict ne peut être rendu. Un verdict pourra être émis après ce délai sur non présentation de la personne.

Article 2. Seul Mandatory peut rendre un verdict d'enquête ou d'une infraction de catégorie 3 ou 4.

Article 2.Bis. Seule la plus haute autorité de Mandatory peut rendre un verdict d'enquête visant un dirigeant d'Entreprise privée.

Article 3. Mandatory peut mandater un service de police pour l'ouverture d'un dossier d'enquête en cas de flagrant délit pour des catégories 3 ou 4.

Article 4. Toute personne physique ou morale étant impliqué dans une décision de justice (citoyens, agent du service public.. etc) peut demander un recours dans un délai de 3 jours révolus suivant l'annonce du verdict, à condition :

- D'avoir été condamné en flagrant délit par un membre des forces de l'ordre
- OU
- De présenter des éléments nouveaux :
 - des preuves ou témoignages pertinents qui n'étaient pas disponibles au moment du rendu du verdict ou du déroulé de l'enquête.
 - une erreur manifeste ayant une incidence directe sur le verdict.

Un citoyen peut également faire appel d'un verdict devant le peuple. Si 40 signatures sont récoltées, une audience publique populaire doit être organisée dans les 10 jours.

Article 4.Bis. Peuvent être considérées comme des erreurs manifeste (liste non exhaustive) :

- Une erreur factuelle : des faits matériellement faux ou mal interprétés.
- Une erreur juridique : une mauvaise application de la loi, une violation des droits fondamentaux ou des éléments non pris en compte.

Article 4.Ter. Mandatory dispose de 7 jours révolus pour examiner la demande de recours. Si la demande est jugée recevable, Mandatory devra réviser ou annuler le verdict durant ce délai. Toute décision de rejet doit être justifié et transmise aux parties concernées. Cette décision de rejet doit être envoyé par écrit sur demande.

Article 4.Quater. Tout individu condamné ne pourra pas demander de recours sur une peine déjà purgée ou une amende déjà payée. L'individu condamné doit cependant avoir récupéré ses amendes a fin qu'un recours puisse être ouvert.

Article 4.Quinquies. Tout recours déposé sans fondement valable ou dans le but de retarder l'exécution d'une peine sera considéré comme abusif. Cela pourra entraîner une amende infligée au demandeur.

Governor Gérard Roeh



Eighth Amendment

Judicial Procedure Framework

To ensure everyone's rights

*San Andreas
February 21, 2026*

Article 5. Dans le cadre d'une affaire, Mandatory peut organiser un tribunal (avec ou sans jury) afin de rendre un verdict, avec accord du parti plaignant.

Article 6. Dans le contexte d'une procédure judiciaire, si Mandatory ou un avocat indépendant demande à ce qu'une personne soit entendue, elle devra alors être convoquée et auditionnée.

Article 7. Dans le cadre de la légitime défense, tout individu peut faire usage de la force de manière proportionnée pour sa défense ou celle d'autrui lorsqu'il est confronté à une menace apparente de violence illégale et immédiate.

Article 8. Le BCSO et le LSPD ne peuvent pas gérer une plainte ou enquête impliquant un de ses membres en tant qu'individu étant témoin ou victime, sauf si les deux services sont concernés.

Article 9. Dans le cadre d'un rendu de verdict, Mandatory peut prononcer une peine alternative (Remboursement de dette, Travaux d'intérêts généraux, etc). Ces peines alternatives comptent dans le nombre de peines maximum applicables sur des mêmes faits.

Article 10. Toute majoration d'amende devra être communiquée et argumentée à la personne condamnée.

Article 11. Le droit au silence permet à un citoyen de rester silencieux sans que ce silence puisse lui être reproché hormis lors d'une audience au tribunal.

Article 11.Bis. Garder le silence ne constitue pas un motif d'obstruction à la justice ou de majoration d'amende.

Article 12. Si une enquête démontre que les droits d'un individu n'ont pas été pleinement respectés, un dédommagement doit lui être accordé à la discrétion de Mandatory.

Article 13. Lorsqu'un avocat est sollicité dans le cadre d'une affaire, celui-ci devra être informé des éléments à charge contre son client avant le début de l'interrogatoire.

Article 14. Dans le cadre d'une condamnation, la partie plaignante a le droit d'accéder à l'ensemble des informations liées, incluant les sanctions internes émises.

Article 15. La diffamation est une infraction consistant à divulguer des informations fausses envers une personne portant atteinte à son honneur ou à sa considération.

Article 15.Bis. La volonté de nuire doit être démontrée pour que l'infraction soit constituée.

Article 15.Ter. Aucun propos tenus dans le cadre d'un procès au tribunal ne peut être considéré comme diffamatoire.

Governor Gérard Roeh



Eighth Amendment Judicial Procedure Framework

To ensure everyone's rights

*San Andreas
February 21, 2026*

Article 16. La fabrication, l'altération ou la reproduction frauduleuse d'un document, dans le but de tromper, est interdite. Cet acte constitue une infraction de faux.

Article 16.Bis. L'utilisation ou la diffusion d'un document falsifié est interdite. Cet acte constitue une infraction d'usage de faux.

Governor Gérard Roeh
Gérard Roeh



Ninth Amendment

Traffic, Airspace & Zones

To ensure everyone's rights

San Andreas
December 07, 2025

Article 1. Limitations de vitesse :

- Freeway : aucune limitation de vitesse
- Highway : 160 km/h
- Routes secondaires : 130 km/h
- Zones urbaines et périurbaines : 90 km/h

Article 2. Il est nécessaire de ralentir à l'approche d'une intersection

Article 3. Les règles de circulation et de stationnement doivent être respectées.

Article 3.Bis. Un stationnement est considéré comme gênant dès lors qu'il bloque la circulation des véhicules ou des piétons, ou lorsqu'il est effectué dans une zone où le stationnement est expressément interdit par une signalisation ou marquage au sol.

Article 3.Ter. Le stationnement est interdit devant le LSMC, hors arrêt minute destiné à déposer ou récupérer un usagé.

Article 4. En zone urbaine, l'atterrissage et le stationnement d'un aéronef doit être effectué sur une piste ou infrastructure désignée à cet effet. Hors zone urbaine, il est autorisé d'atterrir et de stationner sur un espace plat, dégagé, ne gênant pas la circulation. En cas d'urgence, il est toléré de se poser dès que possible, à condition de le justifier auprès des forces de l'ordre.

Article 4.Bis. Les aéronefs des services publics, des dépanneurs en service, ou de la presse peuvent atterrir et stationner en tout lieux si nécessaire.

Article 4.Ter. Le survol des postes de polices, hôpitaux, cliniques et des installations électriques et hydrauliques est interdit.

Article 5. Il est strictement interdit d'entrer ou de survoler sans autorisation les propriétés suivantes: Fort Zancudo, Human Labs, NOOSE, pénitencier de Bolingbrook, palais de justice, FIB Tower et gouvernement de San Andreas.

Article 6. Rouler, naviguer ou piloter sous l'effet d'alcool ou de stupéfiant est interdit.

Article 7. Toute personne conduisant un véhicule motorisé se doit d'avoir le permis de conduire valide et adéquat au véhicule conduit.

Article 7.Bis. Dans le cas d'une infraction à bord d'un véhicule entreprise, à l'exception de Pôle Emploi, la direction sera tenue informée par les forces de l'ordre et responsable en cas de récidive.

Article 7.Ter. Dans le cas où le permis spécifique à certains véhicules n'est pas encore délivré sur l'île, la détention d'un permis relevant de la même catégorie (nautique, aérien, poids lourd,...) est reconnue comme équivalente et suffisante

Governor Gérard Roeh



Ninth Amendment

Traffic, Airspace & Zones

To ensure everyone's rights

*San Andreas
December 07, 2025*

Article 8. La mise en place de radars automatiques se doit d'être visible depuis la route et non dissimulée à l'aide de végétation ou de mobiliers urbains.

Article 9. Le gouvernement a la charge d'établir, de mettre à jour et de publier les cartes délimitant les zones urbaines et périurbaine, routes secondaires, HighWay et Freeway.

Article 9.Bis. Tout citoyen peut demander à consulter les cartes des zones urbaines auprès du gouvernement, qui fournira ces cartes sur demande et gratuitement.

Article 10. Les radars fixes ne peuvent être déplacés qu'à un intervalle minimum de un mois, sauf nécessité liée à la sécurité routière ou à l'aménagement du territoire.

Article 11. L'usage dans l'espace public de tout véhicule blindé par un autre moyen que le LS Custom est interdit sur le territoire de San Andreas.

Article 11.Bis. Cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules appartenant aux services publics et de l'état.

Article 11.Ter. À titre exceptionnel, le Gouvernement peut autoriser temporairement l'usage ou l'exposition d'un véhicule blindé, sous réserve d'une demande préalable.

Article 12. Les véhicules de STONK SECURITY sont pris en compte par les radars comme des véhicules autorisés et ne reçoivent pas d'amende ou de retrait de points en cas d'excès de vitesse.

Governor Gérard Roeh

A handwritten signature in black ink, reading "Gerard Roeh".



Tenth Amendment

Mandatory Law & Order

To ensure everyone's rights

*San Andreas
April 1, 2026*

Article 1. Seul Mandatory, sous validation de la Supreme Court, peut autoriser la dérogation à un Article de loi.

Article 2. Seuls les contrats validés par Mandatory sont reconnus légalement.

Article 3. Toutes les règles énoncées lors d'une séance faite par les membres du Department of Justice se doivent d'être respectée sous peine de sanction pénale.

Article 4. Tout Employé de Mandatory est tenu de maintenir son indépendance vis-à-vis de toute pression ou influence extérieure dans l'exercice de sa profession.

Article 5. Tout Employé de Mandatory doit s'assurer d'informer correctement et entièrement tout individu concernant ses droits et ses options juridiques.

Article 6. Tout Employé de Mandatory doit refuser son implication dans une affaire si il estime ne pas avoir les compétences ou les capacités nécessaires pour la traiter ou si un conflit d'intérêt existe.

Article 7. Tout Employé de Mandatory peut faire office de médiateur dans le but de trouver un accord à l'amiable en cas de conflit entre plusieurs parties.

Article 8. Suite à toute promulgation de loi, un bulletin officiel permettant aux citoyens de s'informer des changements est publié par Mandatory. En cas de modification d'un article, l'ancienne version est rappelée à titre de référence.

Article 9. Un avocat indépendant reste lié au serment qu'il a prononcé lors de son embauche à Mandatory

Article 10. Au titre des travaux d'intérêt généraux ordonnés par Mandatory et dans le cadre d'une condamnation pour une infraction de catégorie 1 ou 2. Un individu peut demander à faire des TIG dans une entreprise privée pour une période allant de 2 à 12 heures maximum. L'embauche concernée doit intervenir dans un délai de 48 heures.

Article 10.Bis. Ces TIG seront effectués dans une entreprise autre que celle dans laquelle il est employé. Cette mesure est prise en concertation avec le patron de l'entreprise concerné.

Article 10.Ter. Dans ce cadre, la personne condamnée est rémunérée au salaire minimum légal de 100\$, et ne bénéficie d'aucun avantages liés à l'entreprise.

Article 10.Quater. Si dans le cadre de cette procédure un individu doit être licencié de son emploi d'origine, il retrouvera au terme de la période de TIG, son poste et son grade.

Governor Gérard Roeh



Tenth Amendment Mandatory Law & Order

To ensure everyone's rights

*San Andreas
April 1, 2026*

Article 11. Un avocat indépendant ne peut avoir d'infraction de catégorie 3 ou 4 dans son casier judiciaire

Article 12. Un agent des service public, ou avocat indépendant, ne peut exercer sa profession dans un dossier où il est lui même impliqué en tant qu'individu

Article 13. Un avocat ne peut obtenir le statut d'avocat indépendant si il est concerné en tant qu'accusé ou suspect par une enquête (interne ou pénale) en cours en lien avec son métier d'avocat.

Article 14. Un avocat peut se voir refuser son passage en indépendant par le Procureur Général si il a reçu une sanction interne dans les 7j dernier jours.

Article 15. Seuls les avocats agréés par Mandatory peuvent rédiger des testaments conformément à la loi. Tout testament doit ensuite être soumis à Mandatory, chargé d'en vérifier la conformité juridique et déontologique.

Article 15.Bis. Les testaments doivent se limiter volontés personnelles et directives immatérielles. Ils ne peuvent inclure de disposition sur la transmission de biens matériels exceptés les objets de petite taille ayant une valeur sentimentale et limité à 1 par personne, ainsi que les lettres destinées aux proches, transmises via un avocat.

Article 15.Ter. Mandatory est l'unique entité détenant les testaments validés. L'accès à ces documents est strictement réservé à la plus haute autorité judiciaire, qui seule peut autoriser leur consultation selon les procédures légales en vigueur

Governor Gérard Roeh



Eleventh Amendment

Environment, Hunting & Domestic Pets

To ensure everyone's rights

San Andreas
December 07, 2025

Article 1. Le permis de chasse est un document nominatif délivré par les Forces de l'Ordre. Il peut être retiré sur décision de justice.

Article 1.Bis. Le LSCS, le BCSO et le LSPD sont les autorités régulatrices de la pratique de la chasse. Ils sont les seuls organismes agréés au prêt ou à la vente du matériel nécessaire à la pratique de la chasse.

Article 1.Ter. Toute transaction de matériel ou de denrées en lien avec la chasse avec une Entreprise ne peut se faire sans présentation d'un permis de chasse valide.

Article 2. Le permis de chasse donne le droit de transporter et utiliser des armes de chasse de manière sécurisée et responsable lors d'activités liées à la pratique de la chasse.

Article 2.Bis. Le transport de matériel de chasse n'est autorisée que entre une zone de chasse et son lieu de rangement (domicile, entreprise ou organisme de prêt). Le transport doit se faire dans le coffre d'un véhicule et les armes à feu doivent être déchargées.

Article 2.Ter. Un employé d'Entreprise Privée peut utiliser le matériel de chasse de son entreprise dans le cadre de son activité professionnelle s'il possède un permis de chasse.

Article 3. Pratiquer la Chasse doit se faire dans le respect de la nature et pour un principe de régulation et de préservation.

Article 3.Bis. Tout Chasseur doit pouvoir déclarer le nombre de proies capturées ou abattues.

Article 3.Ter. Les autorités régulatrices de la chasse peuvent restreindre l'accès à une ou plusieurs zones de chasse si elles estiment qu'il existe un risque écologique.

Article 4. Chasser en dehors des zones définies par les autorités régulatrices de la chasse est interdit. Il est également prohibé de chasser sur les routes ou proche d'habitation dans ces même zones.

Article 4.Bis. Chasser est autorisé uniquement pendant les périodes de chasse réglementaires définies et publiées par les autorités régulatrices de la chasse.

Article 4.Ter. Les entreprises dépendantes de la chasse pour une partie ou la totalité de leur activité peuvent obtenir une dérogation pour leurs employés concernant les périodes de chasse auprès des autorités régulatrices de la chasse afin de se procurer les produits nécessaires.

Article 4.Quater. Toute personne souhaitant pratiquer la chasse doit le faire dans une tenue adaptée. et prévenir les Forces de l'Ordre lors du début et de la fin de sa session de chasse, ainsi que de la zone où elle part chasser

Governor Gérard Rogh



Eleventh Amendment

Environment, Hunting & Domestic Pets

To ensure everyone's rights

San Andreas
December 07, 2025

Article 5. Utiliser des méthodes de chasse cruelles ou non éthiques, telles que la chasse à l'appât ou la chasse en enclos est interdit.

Article 5.Bis. Chasser des espèces en danger d'extinction est strictement interdit. La liste des espèces en danger d'extinction est consultable auprès des autorités régulatrices de la pratique de la chasse.

Article 6. Jeter des déchets dans les espaces publics et les voies navigables est interdit.

Article 6.Bis. Tout déchet en provenance d'une Entreprise se doit d'être recyclé.

Article 7. Le Gouvernement se doit de communiquer publiquement sur l'évolution de la pollution à San Andreas en cas de changement majeur pouvant affecter l'environnement ou le cadre de vie des citoyens.

Article 7.Bis. Le gouvernement doit fournir sur demande des citoyens les chiffres témoignant de l'état de la pollution.

Article 8. Tout citoyen est en droit d'obtenir son permis de pêche sur simple demande auprès des forces de l'ordre.

Article 9. Les animaux domestiques sont interdit dans l'enceinte des services publique, hors autorisation.

Article 9.Bis. Tout établissement privée recevant du publique peut interdire l'accès à des animaux à ces locaux.

Article 9.Ter. Le propriétaire d'un animal domestique est responsable de tout acte commis par celui-ci (dégradation, attaque etc..)

Article 9.Quater. Les combats d'animaux sont interdit dans l'état de San Andreas.

Article 10. Les chiens d'intervention rattachés à l'unité K9 sont reconnus comme agents des forces de l'ordre.

Article 10.Bis. Il est strictement interdit à tout civil d'approcher, de nourrir, de caresser, de distraire ou de perturber un chien d'unité K9 sans l'autorisation du maître-chien. Cette interdiction s'applique également lors des opérations, contrôles ou démonstrations officielles.

Governor Gérard Roeh

A handwritten signature in black ink, reading "Gérard Roeh".



Twelfth Amendment

Press Law

To ensure everyone's rights

San Andreas
April 1, 2026

Article 1. Une source journalistique est une personne ou un document permettant de faire progresser le travail d'investigation d'un journaliste dans le but de publier un article ou une vidéo.

Article 2. Le secret des sources des journalistes est garanti dans l'exercice de leur mission d'information du public. Aucune personne exerçant une activité de collecte et de diffusion d'informations à des fins journalistiques ne peut être contrainte de révéler l'identité de ses sources, ni de transmettre des documents ou informations permettant de les identifier.

Article 2.Bis. Il ne peut être reproché à un agent du service public de transmettre des informations à la presse sur un dossier en cours à partir du moment où cela ne compromet aucune des parties concernées, ni leur identité.

Article 2.Ter. Il est interdit d'exercer une pression directe ou indirecte sur un journaliste, un média ou toute autre personne collaborant à une activité journalistique, dans le but de découvrir une source d'information.

Article 2.Quater. Par dérogation aux articles précédents, la Suprem Court peut autoriser la levée du secret des sources si les informations recherchées sont strictement nécessaires à la prévention d'une menace grave et avérée contre la sécurité de l'île. Cette autorisation doit être motivée par des éléments précis et circonstanciés.

Article 3. Afin d'assurer l'intégrité physique des journalistes et leur sécurité lors d'opérations des forces de l'ordre, ceux-ci pourront s'équiper d'un gilet pare-balles sur le terrain en suivant les protocoles de sécurité.

Article 4. Tout service de presse a le droit d'accéder au verdict rendu par le service concerné. Le service de presse ne pourra publier l'information qu'après la période de recours expirée.

Article 4.Bis. Dans la plainte, la partie plaignante peut s'opposer à ce que le verdict soit transmis à un service de presse. A défaut, l'accord de la partie plaignante est considéré tacite.

Article 5. La diffusion d'une photo ou d'une vidéo représentant une personne blessée ou inconsciente et identifiable, sans son consentement écrit est prohibé.

Article 6. Les journalistes bénéficient du droit d'investigation et d'accès à tout événement se déroulant dans l'espace public ou financé par le Gouvernement. Leur présence ne peut être empêchée ou refusée, sauf en cas de gêne manifeste aux activités en cours.

Article 7. Hors zone d'intervention, tout média reconnu de San Andreas peut mettre en place une dérogation au code vestimentaire d'entreprise via son règlement interne, validé par Mandatory.

Governor Gérard Roeh




Twelfth Amendment

Press Law

To ensure everyone's rights

*San Andreas
April 1, 2026*

Article 8. Hors zone d'intervention, tout média reconnu de San Andreas peut autoriser ses employés à utiliser des véhicules civils pour assurer leurs missions, via son règlement interne, validé par Mandatory.

Article 9. Le placement d'un panneau publicitaire sur un Espace Public doit être autorisé par le Gouvernement

Article 10. Un panneau publicitaire ne peut obstruer des fenêtres ou l'accès à une propriété privé.

Article 11. Les subventions accordés aux Médias peuvent être demandé par les Citoyens au Gouvernement sur la date, le montant et l'utilité de celles-ci.

Article 12. En période électorale, entre le dépôt des candidatures et le début des votes, les services de presses doivent assurer un pluralisme dans toutes leurs publications politiques, autres que les instruments de campagne commandés par les candidats ou les partis.

Article 12 bis. En période de campagne électorale, entre le dépôt des candidatures et le début des votes, toute publication de campagne publiée par un service de presse doit pouvoir être directement relié au candidat ou au parti qui l'a commandé.

Article 13. En période électorale, les jours de vote, les candidats ou partis ne peuvent faire campagne dans la presse ou par toute autre voie.

Governor Gérard Roeh



Thirteenth Amendment

Public Administration

San Andreas
February 21, 2026

To ensure everyone's rights

Article 1. Tout citoyen a le droit de faire une demande d'accès au serment prononcé par un agent des Services Publics.

Article 1.Bis. Tout agent des services publics doit prêter serment le liant aux valeurs fondamentales du service public auquel il appartient avant la fin de sa période d'essai. Le chef de service est responsable du suivi des assermentations.

Article 1.Ter. Tout personnel assermenté se doit de respecter son serment en tout temps et en tous lieux

Article 2. Tout citoyen a le droit de faire une demande auprès du Gouverneur pour accéder au contenu du budget mensuel de chaque Service Public.

Article 3. Tout citoyen peut accéder au contenu de son casier judiciaire sur simple demande auprès de Mandatory ou des Forces de l'Ordre.

Article 4. Tout représentant étatique ne peut avoir d'infraction de catégories 2, 3 ou 4 dans son casier judiciaire.

Article 5. Tout élu ou candidat à une élection ou une fonction étatique doit déclarer à Mandatory tout revenu régulier et sa provenance.

Article 5.Bis. Mandatory doit transmettre ces informations à tout citoyen qui en ferait la demande

Article 6. Sont éligibles au remboursement les candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés lors d'une élection officielle reconnue par Le Gouvernement.

Article 6.Bis. Sont considérées comme remboursables les dépenses directement liées à la campagne, notamment :

- Création d'affiches et publication de flash/affiche.
- Frais d'organisation de meetings.

Article 6.Ter. Le remboursement est plafonné à 50 % du total des dépenses déclarées, dans la limite de 50 000 \$, et assuré par le Gouvernement de San Andreas.

Article 6.Quater. Les candidats doivent présenter au gouvernement un rapport financier détaillé de leur campagne dans les 15 jours suivant le scrutin.

Tout manquement à cette obligation entraîne le refus du remboursement.

Governor Gérard Roeh



Thirteenth Amendment

Public Administration

San Andreas
February 21, 2026

To ensure everyone's rights

Article 7. Sont soumis à l'obligation de déclaration de patrimoine :

- Le Gouverneur et les membres du Gouvernement ;
- Les sénateurs ;
- Le prosecutor general ;
- Les chefs de service public.

Article 7.Bis. La déclaration de patrimoine doit mentionner :

- Les biens immobiliers détenus ;
- Les véhicules personnels ;
- Les comptes bancaires (au-delà de 1.000.000\$) ;
- Les dettes cumulées (supérieures à 300.000\$) ;
- L'emploi et le poste ;

Cette déclaration doit être transmise de manière confidentielle à Mandatory.

Article 7.Ter. Une déclaration de patrimoine doit être déposée sous 72h :

- À la prise de fonction ;
- À la fin des fonctions ;
- L'acquisition d'un actif d'au moins 300.000\$;
- Tous les 4 mois.

Article 7.Quater. Le non-respect de cette obligation peut entraîner :

- Une suspension temporaire de fonction ;
- Une amende pénale fixée par le Gouvernement ;

En cas de fraude avérée par un élu, une destitution immédiate du poste politique.

Article 7.Quinquies. Mandatory doit fournir ces informations à tout citoyen qui en fera la demande.

Governor Gérard Roeh




Fourteenth Amendment

Real Estate Rental

To ensure everyone's rights

*San Andreas
December 07, 2025*

Article 1. Le loyer à la semaine d'une habitation doit être compris entre 1 et 3 fois le prix de la taxe d'habitation de base du logement loué.

Article 1.Bis. Le locataire peut se renseigner auprès du gouvernement pour connaître la taxe d'habitation de son logement.

Article 1.Ter. Le loyer d'un bien immobilier ne peut être augmenté qu'en cas d'accord des deux parties ou sur présentation d'un justificatif valable telle qu'une amélioration notable du logement ou une adaptation au coût de la vie.

Article 2. Si le propriétaire d'un bien en location décide de le vendre, de quitter l'île, d'augmenter le loyer ou d'expulser son locataire, il se doit de l'avertir au minimum 7 jours avant.

Article 2.Bis. Dans le cas où un contrat précisant une date de départ du bien aurait été signé par le Propriétaire et le Locataire, une expulsion pourra être faite dès lors que la date convenue est dépassée, et ceux sans délai minimum.

Article 2.Ter. En cas de vente à un autre particulier, le locataire dispose d'un droit de priorité à l'achat au même prix proposé aux autres acquéreurs.

Article 3. Un propriétaire peut expulser son locataire sans délai pour non-paiement de loyer après 14 jours ou utilisation de l'habitation à des fins criminelles.

Article 3.Bis. Une plainte et un verdict pénal doivent accompagner toute expulsion suite à l'utilisation à des fins criminelles.

Article 4. Lorsque le logement temporaire n'a pas été racheté par l'occupant, le Gouvernement peut demander l'expulsion de celui-ci dès lors que son visa temporaire est expiré depuis au moins 14 jours révolus.

Article 5. Une personne possédant un logement de fonction ou une chambre de motel ne peut pas avoir de logement secondaire.

Article 6. Il est interdit de proposer à la location une chambre de motel.

Article 7. Un bien immobilier ne pourra être revendu à un autre particulier durant les 21 premiers jours suivant son achat.

Article 8. La vente entre particuliers d'un bien immobilier doit être encadrée par un représentant du Gouvernement.

Governor Gérard Roeh



Fourteenth Amendment

Real Estate Rental

To ensure everyone's rights

*San Andreas
December 07, 2025*

Article 9. Le prix demandé par le propriétaire d'un bien immobilier à l'occasion d'une vente entre particuliers ne peut excéder la moitié du prix de base du logement (hors taxes).

Article 10. En cas de pénurie de chambre de motel, les logements inoccupés avec un propriétaire peuvent être réquisitionnés par le Gouvernement pour mise à disposition pour un nouvel arrivant, pour une occupation de 14 jours maximum.

Article 10.Bis. Une compensation équivalente à 2 semaines de la taxe d'habitation de base du logement sera versée au propriétaire.

Governor Gérard Roeh

A handwritten signature in black ink, reading "Gérard Roeh", positioned below the printed name.



Fifteen Amendment Naming Regulation

To ensure everyone's rights

*San Andreas
December 07, 2025*

Article 1. Le naming désigne l'attribution d'un nom à un bâtiment public ou un espace public, à l'exception des bâtiments étatiques. Tout citoyen ou personne morale peut faire une demande de naming auprès du Gouvernement de San Andreas.

Article 2. La demande de Naming doit obligatoirement être accompagnée d'une contribution financière significative et défini par le gouvernement à destination des fonds de l'Etat, cohérente avec l'importance, l'emplacement et la surface du lieu à nommer.

Article 3. Le naming est accordé pour une durée de 180 jours, renouvelable pour 180 jours contre une nouvelle donation et sous réserve d'acceptation du Gouvernement. La donation pour renouveler le naming peut intervenir au plus tôt 60 jours avant échéance du premier délai.

Article 4. Le Gouvernement se réserve le droit de refuser ou de retirer un naming :

- si la pertinence est jugée insuffisante ;
- si la désignation proposée est jugée inappropriée ;
- si des faits entachent la légitimité du nom ;
- si le financement est jugé insuffisant.

Article 5. La demande de naming est examinée et une décision d'autorisation ou de rejet est prise sous 21 jours. Dans le cas contraire la demande est réputée rejetée.

Article 6. Le nom attribué ne doit en aucun cas être péjoratif, offensant, incitatif à la haine, discriminatoire, ou contraire aux valeurs et lois en vigueur à San Andreas et sera soumis à validation auprès de Mandatory.

Article 7. Le Gouvernement doit publier les Namings validés, ainsi que le nom des demandeurs et les montants associés.

Governor Gérard Roeh